

Karen Hogan
Vérificatrice générale du Canada

Le 10 octobre 2024

Objet : Demande d'audit de performance sur le Centre de production de produits biologiques et l'acquisition de vaccins Novavax

Chère Mme Hogan,

En tant que coprésident de la Société canadienne de la covid, une organisation à but non lucratif dédiée à la lutte contre les séquelles aiguës et à long terme du SRAS-CoV2 (le virus responsable de la COVID-19), je vous écris pour vous faire part de nos préoccupations au sujet de l'acquisition et du financement continu du Centre de production de produits biologiques (CPPB) à Montréal par le gouvernement fédéral, et de ses ententes avec Novavax pour produire des vaccins dans l'installation.

Comme vous le savez peut-être, le CPPB a été construit sur un terrain appartenant au Conseil national de recherches grâce à un financement du gouvernement fédéral de près de 130 millions de dollars. Bien que la construction ait été en grande partie achevée en juin 2021 et que Santé Canada ait certifié la conformité du centre à ses normes en juillet 2022, l'installation financée par les contribuables n'a pas encore produit de vaccins pour les personnes vivant au Canada.

L'absence de production au CPPB a des conséquences réelles importantes pour les personnes vivant au Canada à l'approche d'une autre saison automne-hiver, marquée par des niveaux élevés de transmission de la COVID-19. En effet, le gouvernement fédéral a récemment confirmé qu'il ne peut se procurer le vaccin mis à jour de Novavax contre la COVID-19 que par le biais de la production intérieure (c'est-à-dire auprès du CPPB).

Bien que d'autres pays aient négocié des contrats qui leur permettent de commander le vaccin mis à jour de Novavax contre la COVID-19 auprès d'autres sites de production, le Canada n'a apparemment pas suivi cette voie. À la place, l'Agence de la santé publique du Canada a déclaré que les gouvernements provinciaux et territoriaux pouvaient se procurer eux-mêmes le vaccin de Novavax. Cependant, rien n'indique qu'ils l'aient fait, le coût étant prohibitif pour eux, surtout en comparaison avec le pouvoir d'achat en gros du gouvernement fédéral.

Par conséquent, des milliers de personnes au Canada souhaitant recevoir cet automne le vaccin de Novavax contre la COVID-19 risquent de ne pas être protégées. On ne saurait trop insister sur la portée de cette situation, car de nombreuses personnes désireuses de se faire vacciner avec Novavax ne peuvent tolérer les vaccins à ARNm (Moderna et Pfizer) en raison de leur état d'immunodépression, de réactions indésirables à des vaccinations antérieures à l'ARNm ou d'autres complications de santé. Pour être clair, il s'agit de certaines des personnes les plus vulnérables au Canada sur le plan médical. Si la situation ne change pas, elles seront abandonnées à leur sort pendant que la COVID-19 circulera à des niveaux extrêmement élevés.

Lors de l'annonce du financement du CPPB par le gouvernement fédéral, on a dit aux personnes vivant au Canada que l'installation produirait des vaccins à leur intention pour les prochaines décennies. Étant donné le retard de plusieurs années dans le démarrage de la production au CPPB et la décision apparente du gouvernement fédéral de ne pas ajuster son contrat d'achat de vaccins de Novavax, il est possible que le problème actuel d'accès aux vaccins devienne un événement pluriannuel. Une fois de plus, des milliers de personnes vulnérables au Canada seront touchées, certaines risquant de perdre la vie, tandis que de nombreuses autres pourraient se retrouver en situation d'invalidité en raison de la COVID longue ou d'autres séquelles liées au virus.

Sur la base des informations disponibles, il semble que le gouvernement fédéral ne gère pas raisonnablement ses activités, ses responsabilités et ses ressources dans le cadre des ententes avec le CPPB et Novavax. Par conséquent, nous vous demandons d'envisager le lancement d'un audit de performance afin d'examiner la procédure d'acquisition du CPPB et les ententes conclues entre le gouvernement fédéral et Novavax pour la production intérieure de vaccins dans cette installation. Nous espérons qu'une évaluation indépendante, objective et systématique de ces questions permettra de rendre des comptes et d'apporter des réponses au Parlement et aux personnes vivant au Canada, y compris aux membres vulnérables de notre société qui sont les plus à risque.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à nos préoccupations.

Cordialement,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. [unclear]', written in a cursive style.

Dr Joe Vipond, médecin d'urgence
M.D., FCPF, CCMF (MU). B. Sc. (Hon.)
Coprésident de la Société canadienne de la covid